

La barre symbolique des 3 millions vient d'être à **CHÔMAGE** LA G

DEPUIS DIX-SEPT MOIS, LES SALARIÉS DE SODIMEDICAL NE SONT PLUS PAYÉS

*Vendredi 5 octobre, les employés dans les locaux de l'entreprise.
Au sol, une pancarte « Patron voyou ! », vestige de leur combat. Derrière
le transpalette, Pascal Busser et, à l'extrême droite,
Angélique Debruyne (avec le foulard) et Béatrice Ramelot (en noir).*

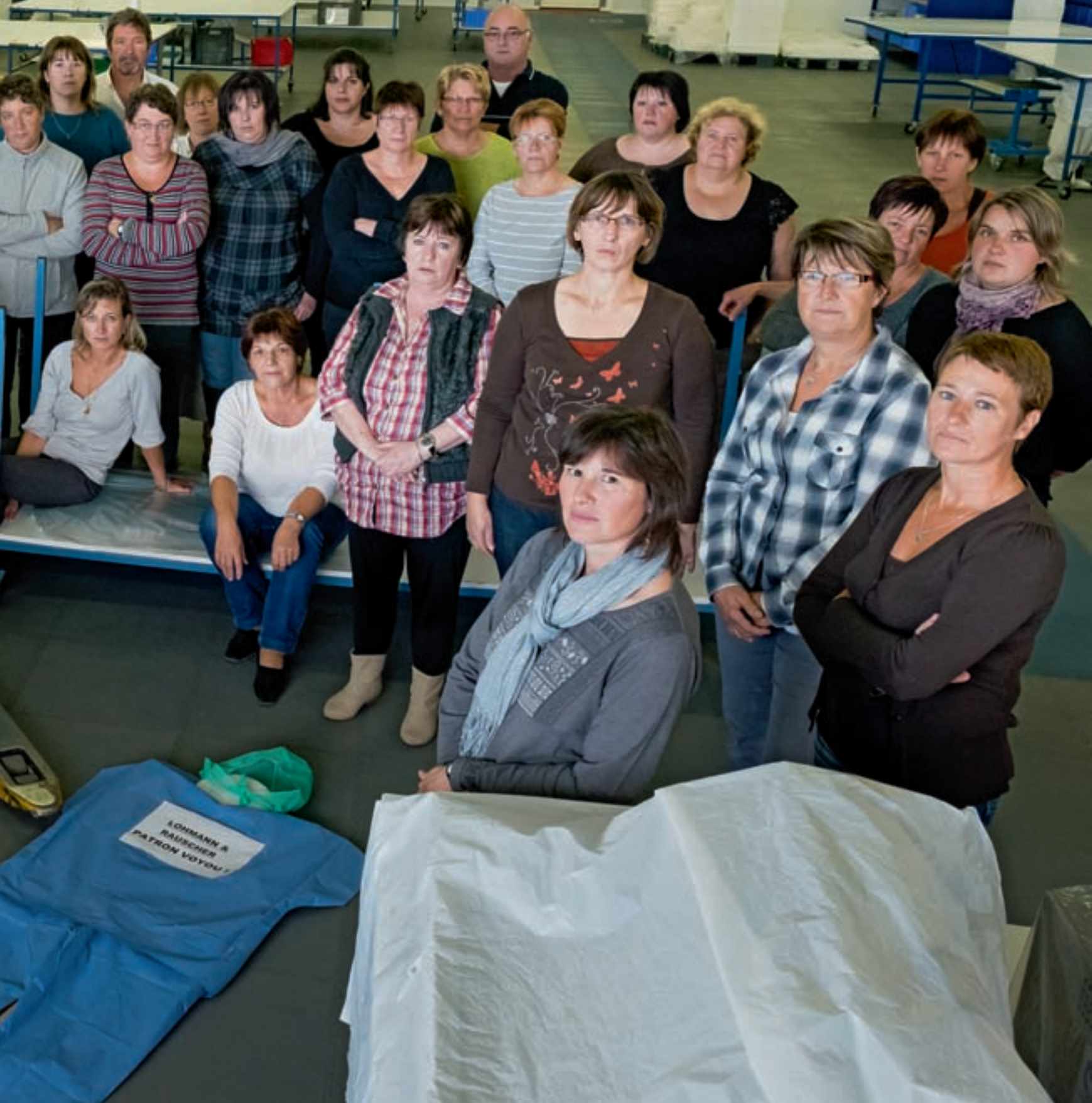
PHOTOS PHILIPPE PETIT

Les « Sodis » se sont battus jusqu'au bout. En vain. Leur usine de Plancy-l'Abbaye, dans l'Aube, est désormais en liquidation judiciaire. Pendant trente mois, les 52 employés du fabricant de matériel médical ont mené une lutte acharnée pour sauvegarder leur emploi. Sur tous les fronts. Au tribunal, ils ont tenté d'obtenir gain de cause contre le laboratoire allemand Lohmann & Rauscher, société mère de Sodimedical, qui a choisi de délocaliser pour faire plus de profits. Dans la rue, sous les fenêtres du ministère de l'Economie, ils ont essayé se faire entendre pour obtenir une intervention politique. Mais l'Etat n'a pas pu les aider. Face à la situation dramatique du pays, le gouvernement semble dans une impasse. François Hollande a promis d'inverser la courbe du chômage dans un an. Il mise sur les emplois d'avenir, les contrats de génération et surtout sur une reprise de la croissance, mais celle-ci reste très hypothétique. En attendant, les plans sociaux s'accumulent et les Français ont peur de l'avenir.



nouveau franchise et plus personne n'est à l'abri

RANDE MENACE



Et pourtant certains secteurs suscitent l'espoir

EN QUELQUES ANNÉES, FRÉDÉRIC JOUSSET A CRÉÉ 3 000 EMPLOIS EN FRANCE

Frédéric Jousset, patron de Webhelp, avec des salariés d'un des sept sites de son entreprise, celui de Compiègne, qui emploie 580 personnes.

Il peut avoir le sourire. Webhelp, son entreprise, affiche une croissance exceptionnelle malgré la crise. En dix ans, cette société s'est imposée dans le trio de tête des opérateurs de centres d'appels. Son chiffre d'affaires s'élevait à 200 millions d'euros en 2011. D'excellents résultats qui permettent à Webhelp d'embaucher des employés en CDI à des salaires bien supérieurs à la moyenne du secteur. Malgré ce succès, Frédéric Jousset fait partie de ces patrons qui s'inquiètent de l'action du gouvernement. « Je ne veux pas me joindre au concert des pleureuses, mais c'est vrai que, avec cette équipe, c'est pile je gagne, face tu perds. » Son ami Olivier Duha, cofondateur de Webhelp et président de l'association Croissance-Plus, a lui aussi dénoncé les orientations fiscales décidées par l'Etat, notamment la taxation du capital: « Une catastrophe pour les entrepreneurs. » Depuis, Bercy a reculé.





POUR LES SALARIÉS DE SODIMEDICAL, LE MESSAGE DU MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF : « **PRENEZ LA LIQUIDATION! LE MÊME DISCOURS QUE L'UMP!** »

PAR JACQUES DUPLESSY

« **S**odimedical, c'est terminé, dit Angélique Debruyne. On a été victimes de patrons voyous. » Pendant plus de onze ans, elle a été responsable de production dans cette société, filiale du laboratoire allemand Lohmann & Rauscher, qui fabriquait des champs stériles pour les opérations chirurgicales. Comme les 51 autres employés, elle sera au chômage en décembre. Lohmann a délocalisé la production en République tchèque et en Chine, pour faire plus de profits. Les employés ont attaqué le plan social, qui a été rejeté par la justice. L&R a alors décidé d'arrêter la production et de ne plus payer les salaires, en usant d'artifices juridiques que la justice a elle-même qualifiés de fraude. Pendant dix-sept mois, les salariés ont pointé chaque jour sans toucher leur dû ni bénéficier d'indemnités de chômage.

« On a gagné trente-cinq procédures judiciaires, et pourtant l'entreprise est liquidée », s'indigne Angélique. Le 11 juillet, les salariés avaient cru gagner quand la chambre sociale de la cour d'appel de Reims avait condamné L&R à verser les salaires en retard et à rouvrir l'entreprise. Mais la chambre commerciale de la Cour de cassation a estimé que « lorsque l'état de cessation de paiement est avéré, le juge saisi d'une demande d'ouverture d'une procédure collective ne peut la rejeter en raison des mobiles du débiteur ». La chambre commerciale de la cour d'appel de Reims a dû alors prononcer la liquidation judiciaire. « Sodimedical montre l'impuissance de la France face aux multinationales. Au ministère du Redressement productif, on nous a dit : "Prenez la liquidation !" C'est le même discours que nous tenait l'UMP. Ce ministère, c'est une coquille vide ! »

La famille d'Angélique a vécu sur le salaire du mari, ouvrier dans l'imprimerie. « Ça m'a serré le cœur quand j'ai

entendu ma petite fille de 8 ans dire à ses copains : "Je ne peux pas acheter ceci. Maman n'a plus de salaire." Pendant deux ans, elle a suivi ça tous les jours. Ces préoccupations devraient être à mille lieues de son quotidien. Ça l'a fait sortir de l'enfance. »

« Je voudrais devenir patron, créer mon emploi et donner du travail à d'autres », déclare l'ex-responsable de production, titulaire d'un BTS action commerciale. Mais on part avec rien. Le plan de sauvegarde de l'emploi est vide. Lohmann avait promis, devant les autorités françaises, un fonds de 2,5 millions d'euros si Sodimedical était liquidé. Promesse non tenue. Donc, il n'y aura pas d'aide à la création d'entreprise. » Mais Angélique ne regrette rien : « Même si, pour nous, c'est trop tard, j'espère que l'arrêt de la cour d'appel de Reims, qui interdit les délocalisations boursières, sera utilisé par d'autres. Alors, notre lutte n'aura pas été inutile. »

« On se bat pour qu'il n'y ait plus de patrons voyous comme chez Lohmann »

Béatrice Ramelot, vingt ans de maison au service qualité, acquiesce : « On aimait notre travail. On le faisait bien. Sodimedical, c'est un peu mon bébé. On était dix quand je suis arrivée. On a été jusqu'à cent vingt. Je n'avais aucun diplôme, c'est l'entreprise qui m'a formée. » Cette mère de quatre enfants a été un des leaders du mouvement. Comme pour tous les employés de Sodimedical, les conséquences sur la vie quotidienne ont été rudes. Le salaire de son mari, technicien à la SNCF, a permis de tenir : « On a réussi à vivre sans s'endetter. Je n'aurais pas supporté psychologiquement de devoir emprunter de l'argent pour les dépenses quotidiennes. » Elle a pu compter sur le soutien de ses deux derniers enfants, de 13

et 21 ans, qui sont encore à la maison. « Ils ont compris qu'on se bat aussi pour eux, pour leur avenir, pour qu'il ne soit plus possible qu'il y ait des patrons voyous comme chez Lohmann. Ça m'a aidée à tenir quand le moral était bas. »

Béatrice voudrait maintenant ouvrir un gîte dans une région touristique, un projet qu'elle nourrissait bien avant les problèmes de Sodimedical. La famille envisage de déménager si son mari parvient à obtenir une mutation.

Mais pour d'autres employés, comme Pascal Busser, la situation est encore plus difficile. Magasinier, il était déjà employé chez Lohmann avant que le laboratoire rachète Sodimedical et le mute dans sa filiale. Célibataire, il vit aujourd'hui dans une grande précarité. « J'avais déjà des problèmes financiers avant, mais là, après douze mois sans salaire, c'est insoluble », raconte-t-il. Il a maintenant un plan de surendettement. Il est un des rares employés à avoir bénéficié du RSA et vit avec 417 euros par mois. « Ma chance est d'être propriétaire de ma maison. Sinon, je serais à la rue... Quand j'ai payé mes factures essentielles, les assurances, l'eau, l'électricité, un peu d'essence pour ma vieille Express, il me

Vendredi 5 octobre, après un long combat et malgré 35 procédures judiciaires gagnées, Angélique Debruyne et Béatrice Ramelot, licenciées de Sodimedical, ont rendez-vous à Pôle emploi.



reste à peine 100 euros pour manger. » La Banque alimentaire l'aide une fois par mois. Il a aussi été aux Restos du cœur. « Ça fait drôle d'aller là-bas. Ils donnent ce qu'ils peuvent car il y a beaucoup de monde. » Pas question pour lui de se payer des loisirs. « J'ai mes deux chiens. On se balade. C'est tout. » Pascal pense pouvoir retrouver un travail assez rapidement. « Des magasiniers, on en cherche toujours. Mais ce sera des CDD. Pour moi, à 55 ans, le CDI, c'est fini. » ■

WEBHELP AIMERAIT CRÉER PLUS D'EMPLOIS MAIS LA FRANCE A LE TAUX HORAIRE LE PLUS CHER D'EUROPE SUR LES CENTRES D'APPELS

PAR MARIE-PIERRE GRÖNDAHL

Brune, fine, le sourire un peu timide, Coralie Gourlin fête ses 22 ans ce 4 octobre. Son plus beau cadeau ? Un contrat de travail. Un vrai, un CDI, pour gérer les appels des clients d'Orange au sein de l'entreprise Webhelp. La dernière salariée à rejoindre le troisième groupe français de la gestion des relations clients n'avait jusqu'ici décroché que des missions en alternance ou en intérim. «Après un bac pro en comptabilité et un BTS d'assistant de gestion pour les PME-PMI, j'ai travaillé dans l'immo-

plômé de l'Essec, responsable, à 29 ans, de 580 salariés, se souvient pourtant que l'inauguration n'avait pas suscité un grand intérêt médiatique. «Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, est venu. Mais on n'a vu ni caméras ni micros», raconte une salariée. Cette dernière, comme la moitié de ses collègues, a trouvé ce job grâce à Pôle emploi. «Ils nous présentent des candidats, après des tests fondés sur l'empathie et la capacité d'adaptation, explique Axel Mouquet. Nous ne regardons pas les diplômes. C'est la personnalité qui nous intéresse.»

Si le secteur souffre d'une mauvaise réputation, cette start-up, créée en 2000 par deux copains fascinés par l'Internet, essaie de la démentir. Les locaux sont clairs, spacieux, conviviaux. Au rez-de-chaussée, sur le plateau DartyBox (où les conseillers répondent aux questions des clients de ce fournisseur Internet), un «superviseur» insiste sur les salaires. «Chez nous, dit ce trentenaire, tout le monde est au moins au smic. Un chargé de clientèle gagne en moyenne 1 450 euros par mois, avec une prime mensuelle variable de 150 euros. Au niveau supérieur, celui des «encadrants», c'est 1 800 euros plus 200. Et on bénéficie

seurs professionnels et se lancent le 6 juin 2000. Leurs premiers centres d'appels ouvrent en Roumanie et au Maroc, où les coûts salariaux sont bien inférieurs. En 2005, le tandem relocaise une partie de ses activités, pour employer aujourd'hui 3 000 personnes en France, sur un total de 7 000. «En sept ans, peu d'entreprises peuvent en dire autant», soulignent les deux créateurs. Le magazine américain «BusinessWeek» leur a décerné, dès 2009, le prix de la «plus grande création d'emplois en Europe». En douze ans, Webhelp a créé un emploi... toutes les deux heures !

Ce qui n'empêche pas les couacs. En juillet dernier, les dirigeants de Webhelp apprennent la perte d'un gros client : le Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif), présidé par le socialiste Jean-Paul Huchon, président de la région. Après six ans de contrat avec Webhelp, le Stif décide de transférer la gestion des appels de ses usagers... au Maroc ! «Nous avions 80 personnes en CDI qui travaillaient pour ce compte, détaille Jousset, ulcéré par cette «absurdité». J'ai très vite compris que les recaser serait notre problème. Pas le leur. Même si c'était un service public.» La mission semble en bonne voie pour la moitié des postes concernés. Reste à trouver une solution pour les autres.

« 23,50 euros de l'heure au lieu de 21 en Allemagne, c'était l'inverse il y a dix ans »

Face aux crispations sur les thèmes de l'emploi et de la compétitivité, Frédéric Jousset rappelle que la France détient le record d'Europe de l'heure la plus chère en centre d'appels : «23,50 euros, au lieu de 21 en Allemagne. C'était l'inverse il y a dix ans.» L'entrepreneur s'avoue sceptique face aux mesures antichômage : «Un patron ne recrute pas parce qu'il reçoit des aides, mais parce qu'il enregistre des commandes.» Et peste contre les règlements administratifs : le site de Compiègne, installé sur deux niveaux, a été contraint de s'équiper d'un ascenseur. Utilisation ? Nulle. «Tout le monde prend l'escalier, dit une salariée. Ceux qui ont des problèmes de mobilité sont installés au rez-de-chaussée.» Le coût de l'ascenseur, 300 000 euros, représente une vingtaine de salaires annuels chez Webhelp... ■



bilier et dans la distribution. Des amis travaillaient chez Webhelp. Ils m'ont donné envie de postuler. J'ai envoyé mon CV, passé des entretiens, puis j'ai suivi une formation d'un mois. Et voilà ! » Son sourire s'élargit. Coralie Gourlin ne connaît que trop bien la valeur d'un CDI dans la France de 2012. Même si, sur ce site de Compiègne, en lisière de forêt, Webhelp a recruté... presque 600 personnes depuis le début de 2012. Le patron de ce centre d'appels, Axel Mouquet, di-

Le 4 octobre, Coralie Gourlin, 22 ans ce jour-là, signe son CDI chez Webhelp, entourée du patron, Axel Mouquet, du cofondateur Frédéric Jousset (debout) et de Marie Alési, assistante à la direction des ressources humaines.

d'une mutuelle, ainsi que d'une participation aux résultats.» Webhelp (200 millions d'euros de chiffre d'affaires), classé en 2012 parmi les dix entreprises tricolores ayant les meilleures conditions de travail, a reçu 5 000 candidatures en neuf mois.

A leurs débuts, ses deux fondateurs, Frédéric Jousset et Olivier Duha, n'envisageaient pas de s'installer en France, jugée trop chère pour leur activité. En pleine folie du Web, ils lèvent 16 millions d'euros auprès d'investis-

Hommes politiques, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise. Nous les avons interrogés sur les rapports entre François Hollande, l'économie et la communication

EN DEUX ANS, LA FRANCE EST PASSÉE DU 15^E AU 21^E RANG DES PAYS LES PLUS COMPÉTITIFS

PAR ELISABETH CHAVELET

Jeudi 4 octobre, à Bercy, au sixième étage, dans le bureau du ministre de l'Economie et des Finances, un sale quart d'heure se prépare. Autour de la table de réunion rectangulaire en bois noir posée sur une moquette agressive, zébrée noir et blanc, Pierre Moscovici s'installe, entouré des deux poids lourds de la maison, son directeur de cabinet et le directeur du Trésor. Seule contre ces trois puissants, Laurence Parisot, drapée dans une longue redingote noire pour marquer la gravité de la situation, fait exploser sa colère. L'atmosphère est lugubre. Le ton est implacable. La patronne des patrons n'y va pas par quatre chemins pour expliquer à ces messieurs qu'ils sont en train de couler l'économie française. Selon l'un des participants, elle accuse : « Vous avez fait une grave erreur en faisant porter l'effort budgétaire deux fois plus lourdement sur les impôts des Français que sur les dépenses publiques. Il fallait faire l'inverse. » Elle embraye sur la fameuse taxation des plus-values de cession qui a déclenché la révolte des jeunes entrepreneurs twitteurs, autoqualifiés de « pigeons ». « Vous voulez faire passer cette taxe, déjà la plus élevée d'Europe, de 34 à 58 %, voire 62 %. Mais vous allez tuer la création d'entreprises et donc d'emplois dans ce pays. Cette mesure est complètement folle et inacceptable... » Pierre Moscovici, qui a vite compris l'erreur, acquiesce : « Vous avez raison. J'ai d'ailleurs décidé d'être désormais davantage le ministre des entrepreneurs. » Et la présidente du Medef de rétorquer : « Il serait temps ! » Ambiance ! Après les quarante-cinq minutes suivantes d'échanges moins belliqueux, les trois brillants énarques la raccompagnent en concluant : « On va essayer de trouver une solution. » Essayer. Elle doute. Dimanche soir, l'Elysée l'avertit que la surtaxe ne sera pas abandonnée mais seulement édulcorée : elle varierait selon la durée de détention de l'entreprise. Laurence Parisot se désespère auprès d'un proche : « Ils n'ont pas compris qu'on n'est plus à l'époque antique de la transmission pépère entre père et fils mais à celle de la transmission accélérée de l'ère Internet ! »

On assiste bien là à un début de divorce entre la culture entrepreneuriale, celle des PME qui créent 85 % de l'emploi dans l'Hexagone, et la grille de lecture socialiste. Le désaccord est d'autant plus inquiétant que leur vision diverge profondément sur le calendrier de la sortie de crise et sur l'urgence d'agir. Comme chaque matin à 7 heures, en grande discussion avec son directeur de cabinet, Michel Sapin voit l'avenir aussi rose que ses renommées chaussettes : « Si la confiance revient en Europe grâce à la mise en œuvre des décisions prises au sommet de Bruxelles de juin dernier, et si notre politique volontariste sur les emplois d'avenir et les contrats de génération réussit, je pense qu'un retournement conjoncturel très puissant est possible à partir de l'été prochain. » Mais, dans son discours, pas un mot sur les entreprises. Les prévisions de l'Insee, de l'OCDE ou du FMI, qui ne tablent plus pour la France que sur une croissance

de 0,2 ou 0,3 % en 2013, sont nettement moins encourageantes. Quant à René Ricol, ex-commissaire à l'investissement sous Nicolas Sarkozy, revenu à la tête de son cabinet d'expert comptable, il est franchement alarmiste : « Il y a le feu. Même si l'omerta règne sur le sujet, je suis bien placé pour observer que ça délocalise à tour de bras, tant chez les start-up que dans le staff des directions générales de grandes entreprises. »

A la déconnexion entre les patrons et le gouvernement s'ajoute pour l'instant celle entre François Hollande et l'opinion. Elle se lit dans les sondages, tous dans le même sens depuis fin juin. A savoir : une dégringolade de la confiance et de l'approbation de son action. Le sondage Ifop-Paris Match publié cette semaine enregistre une nouvelle baisse de 6 points. Le chef de l'Etat ne recueille plus que 41 % de satisfaction. A part Jacques Chirac en 1995, jamais, sous la V^e République, un président n'avait enregistré aussi vite une telle plongée, entre 15 et 20 points. Commentaire de Frédéric Dabi, directeur de l'Ifop : « Il est minoritaire dans toutes les catégories de population, y compris les ouvriers, les employés et les jeunes actifs de 35-49 ans. » Bref, chez ses électeurs de mai dernier. On voit bien où se loge leur déception : dans les conversations des Français, le choc fiscal arrive nettement en première position avec 76 % qui en ont parlé. Le chômage et la fermeture de l'usine d'ArcelorMittal sont également en tête de liste. Mais, selon le politologue

« Il n'y a que des coups à prendre car les Français souffrent et sont insatisfaits. On le savait »

MICHEL SAPIN

Gérard Le Gall, ex-conseiller de Lionel Jospin, les hausses d'impôts, du tabac, de la bière ou de la redevance ne sont pas seules en cause : « On ne peut réduire cette chute de popularité depuis juillet à la seule dimension économique. Est-ce une simple question de rodage ? Pour moi, le problème est plus profond et préoccupant. »

Nul ne peut faire de prévisions. Comme le calcule, non sans humour, Pierre-René Lemas, secrétaire général de l'Elysée : « Nous sommes là depuis cinq mois, cent cinquante jours, trois mille six cents heures. Et on nous demande de réaliser ce qu'ils n'ont pas fait pendant dix ans ! » L'actuel président, autant par antisarkozysme que par tempérament, a décidé de se donner du temps pour « redresser » le pays qui l'a porté à l'Elysée. Il l'a dit clairement devant les chefs d'entreprise réunis à Evian, en septembre. Il l'a répété dans la foulée au 20 heures de TF1. Il demande deux ans. C'est son « agenda 2014 ». Commentaire de Michel Sapin, l'un des ministres les plus intimes de François Hollande : « On va s'en prendre plein la gueule. Il n'y a que des coups à prendre car les Français souffrent et sont insatisfaits. Mais il faut passer par cette étape de redressement. On le savait. »

D'aucuns, y compris parmi ses proches, s'interrogent sur une faille dans la méthode de gouvernement de François Hollande, à savoir sa stratégie de communication. A l'Elysée,

dans un des deux bureaux voisins du sien, son conseiller politique, Aquilino Morelle, en appelle à « la raison », selon son philosophe préféré, Spinoza, pour dénoncer : « L'usage fétichiste des sondages relève de la superstition. » Il n'empêche. Il est de notoriété publique que le même Aquilino Morelle est déjà allé trois fois supplier François Hollande pour que l'Elysée recommence à acheter des études d'opinion confidentielles et pointues sur l'image du président, ses forces et ses faiblesses, afin de rectifier ces dernières. Trois fois sa réponse a été « non », car il estime que Nicolas Sarkozy avait fait des sondages un usage abusif et coûteux. Le secrétaire général confirme : « Nous ne recommanderons pas de sondages. » C'est le service d'information du gouvernement qui

bref du chef, et s'il prend le virage économique de la social-démocratie moderne façon Gerhard Schröder. »

A cet égard, le mois qui vient s'annonce décisif, tant pour les entreprises que pour l'emploi, puisque c'est le dossier crucial de la compétitivité française dans le monde qui arrive en débat. A l'occasion de la remise du prix de l'audace créatrice par François Hollande à l'Elysée, le 20 septembre dernier, son initiateur, Marc Ladreit de Lacharrière, dressait ce triste constat : « Nous déclinons depuis quelques années à grande vitesse. Quinzième en 2010 des pays les plus compétitifs, nous sommes maintenant au 21^e rang. Pire, en ce qui concerne le marché du travail, sur les 144 pays classés, nous sommes relégués au 118^e rang à cause de la rigidité du nôtre ! » Depuis quelques semaines, avec l'annonce de plans sociaux qui font très mal, ceux de Sanofi ou de PSA notamment, les nouveaux dirigeants sont en train de prendre conscience de l'ampleur des dégâts. Jean-Louis Beffa, ex-patron de Saint-Gobain, aujourd'hui chez Lazard et proche du pouvoir, confie : « François Hollande fait sa courbe d'expérience. Il est rapide et il a la chance d'avoir comme conseiller économique Emmanuel Macron. On le sous-estime. Il a un plan et, contrairement à Sarkozy, il a de la continuité et de la cohérence. » Il a demandé en tout cas à l'un des meilleurs spécialistes de l'industrie, Louis Gallois, un rapport sur la compétitivité de la France et des propositions pour l'améliorer. En attendant la

Oui à deux ans d'impopularité si le quinquennat finit en beauté avec une France redressée

se chargera de mesurer l'impact de l'action des ministres. Pas celle du président. Pendant quatre ans, à l'Elysée, Julien Vaulpré a occupé le petit bureau aujourd'hui vide de l'expérimentation, au coin de l'avenue de Marigny, avec pour mission unique d'ausculter l'opinion. Aujourd'hui directeur général du cabinet Taddeo, il témoigne : « Aucun président, même de Gaulle, n'a négligé l'opinion. Giscard avait son

remise de cette étude, fin octobre-début novembre, on connaît déjà le diagnostic partagé par Jean-Louis Beffa et par Michel Sapin, ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social : les salaires trop coûteux dans la compétition industrielle internationale sont ceux compris entre 2,5 et 3 smic, qui concernent les ouvriers très qualifiés, les techniciens et les ingénieurs. Il s'agit donc de baisser les charges sociales sur ces salaires en les faisant basculer sur des impôts. Lesquels ? A l'Elysée, on dément qu'il s'agira d'une recette de 40 milliards entièrement prélevée sur la CSG. Le rapport Gallois devrait étaler la « stratégie de compétitivité » (entre 30 et 50 milliards) sur plusieurs années. Et, pour ne pas trop peser sur la consommation, proposer un « cocktail » de recettes qui se répartirait entre la CSG (notamment sur les retraités), la TVA

et une taxe sur le diesel qu'on sait très polluant. Autant de mesures forcément impopulaires que l'Elysée semble prêt à assumer. En somme, oui à deux ans d'impopularité si le quinquennat finit en beauté avec une France redressée.

Le million d'entrepreneurs de PME qui observe les premiers pas du quinquennat et guette ses faux pas a d'ores et déjà prévenu la patronne du Medef : « On est à fleur de peau, exaspérés. S'ils continuent à nous matraquer, nous culpabiliser et nous dévaloriser, on est prêts à descendre en masse manifester à Paris. » Laurence Parisot leur a dit : « Non, nous ne sommes pas un mouvement poujadiste. On travaille avec le gouvernement et on négocie avec les syndicats. – On vous fait confiance », s'est-elle entendu répondre. Jusqu'à quand ? Elle se dit inquiète. ■

Le 30 août, Laurence Parisot reçoit Pierre Moscovici à l'université du Medef, à Jouy-en-Josas. Les relations entre le ministre de l'Economie et la patronne des patrons se sont envenimées depuis.

conseiller en la matière, Bernard Rideau. Mitterrand employait Pilhan et Séguéla. Chirac écoutait sa fille... L'idée de s'en passer est absurde et dangereuse. » Lorsqu'il observe que François Hollande satisfait à peine aujourd'hui 40 % des Français, et pas même les 51,6 % qui l'ont élu, il commente : « Ces derniers estiment que le style de gouvernance n'est pas défini, que les mesures sont sous-proportionnées à une crise qu'il ne maîtrise pas, enfin qu'il est passé d'une candidature normale à une présidence qui n'a pas encore trouvé son autorité. » Dossier Valls-sécurité mis à part ! Un des proches collaborateurs de l'ex-président Chirac résume ces interrogations de la France profonde : « Il faut que Hollande, après avoir arbitré pendant onze ans les courants du PS, décide s'il endosse les habits du monarque républicain,

